

DES AMBITIONS POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

La rentrée universitaire s'installe avec des charges de travail rognant un peu plus chaque année le temps que les enseignants-chercheurs et enseignants peuvent consacrer à leurs recherches, à des synthèses et des innovations dans les programmes de formation. Déjà, dans les établissements, se profile la situation inédite de suppressions d'emplois statutaires (- 900 au budget 2009 dans la logique actuelle du gouvernement) et s'organise l'embauche plus ou moins discrétionnaire d'un nombre grandissant de personnels précaires couvrant le large éventail des métiers du supérieur et de la recherche. Du côté des étudiants, pas d'amélioration du pouvoir d'achat des bourses, des difficultés constantes en matière de logement et des cursus universitaires toujours aussi peu lisibles... Ces freins à la dynamique d'entrée et de réussite dans l'enseignement supérieur sont analysés dans une récente étude de l'INSEE (*) qui souligne en creux tous les progrès qu'il reste à accomplir pour une réelle démocratisation.

Surmonter les inégalités sociales, territoriales, et relever les défis scientifiques devraient être des objectifs partagés. La politique gouvernementale y renonce. Par une spécialisation des établissements, leur hiérarchisation, via le plan campus, dans une concurrence appauvrissante, par le pilotage économique-politique direct du choix des priorités et de l'organisation de la recherche via les pôles de compétitivité, l'ANR, le crédit impôt-recherche..., le pouvoir casse le service public. Cet été, le plan campus et ses avatars visent à concentrer les financements de l'Etat sur un petit nombre d'établissements, de formations ; le volontarisme du ministère pour faire passer aux « compétences élargies » une vingtaine d'universités (gestion globale du budget, recrutement de vacataires, etc.) s'est appuyé sur une utilisation pernicieuse du classement de Shanghai heureusement de plus en plus contesté au sein de la communauté universitaire. Le bouleversement de la formation des enseignants, associé à la masterisation, fait imploser le potentiel de formation des IUFM, remet en cause les contenus de formation professionnels et suscite une légitime colère au-delà du monde universitaire.

La communauté universitaire s'est forgé de réelles ambitions collectives et individuelles sur les fronts de l'avancée réfléchie, cohérente et collégiale des savoirs : il faut le faire entendre.

De sérieuses menaces pèsent sur les obligations statutaires de service, sur les principes des rémunérations des enseignants du supérieur. Le ministère veut aller vite, sans entendre ni l'expérience, ni les revendications des collègues, pour transposer dans le cadre réglementaire les conclusions les plus régressives du rapport Schwartz. L'individualisation des conditions de recrutement, l'arbitraire dans ceux-ci, comme dans l'attribution des services et de primes conçues pour remettre globalement en cause toutes les grilles de salaires statutaires, sont des dangers imminents. Le SNESUP appelle partout les universitaires à débattre de la mise en œuvre d'un plan cohérent d'actions associant tous les personnels tant dans les instances universitaires locales et nationales que dans des mobilisations originales et significatives. L'idée d'un recours à un moratoire dans la transmission des rapports et expertises d'évaluation de la recherche, se prolongeant début octobre par une grève administrative sur l'ensemble de nos missions, puis, si le gouvernement refuse de nous entendre, sur une conséquente période de grève, doit faire son chemin. C'est aux syndiqués, aux collègues d'en décider.

L'année universitaire passée porte la marque des actions et des succès électoraux contre les logiques de la loi LRU ; elle s'est achevée par une mobilisation importante qui a fait reculer le gouvernement dans son projet de démantèlement brutal du CNRS. Sur cette lancée, l'année qui s'ouvre s'annonce avec confiance. Dès à présent, dans toutes les réunions de rentrée, avec les enseignants du primaire et du secondaire le **11 septembre**, avec l'ensemble des salariés et retraités le **7 octobre**, les enseignants du supérieur sauront poser les jalons de dynamiques victorieuses pour nos revendications.

« NUIT DES IUFM » - JEUDI 4 SEPTEMBRE

SAUVER LA FORMATION DES ENSEIGNANTS : ENSEIGNER EST UN METIER QUI S'APPREND

(*) Economie et statistique n° 410 – août 2008